

## POUR FAIRE ABOUTIR LEURS REVENDICATIONS

## Grève cyclique des communaux

**Les travailleurs des communes ne désarment pas et comptent maintenir la mobilisation jusqu'à satisfaction de leurs revendications. C'est le message clé que comptent lancer les animateurs de la Fédération nationale du secteur des communes (FNSC), affiliée au Snapap, qui a décidé de poursuivre le débrayage.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La décision prise par la FNSC a pour principal objectif de «maintenir la pression» et par voie de conséquence «ramener les pouvoirs publics à ouvrir de véritables négociations avec les représentants des travailleurs».

L'action en elle-même consiste à observer une grève cyclique de trois jours par semaine, soit tous les lundis, mardis et mercredis.

Selon un communiqué de ladite fédération, cette démarche sera maintenue «afin d'imposer la satisfaction des revendications des travailleurs du secteur».

Selon la même source, les travailleurs des communes dénoncent ce qu'ils appellent «le silence méprisant des pouvoirs publics» ou encore «le non-respect envers une corpo-

ration qui donne le meilleur de soi-même dans l'exercice de son métier». Le bureau de la Fédération nationale du secteur des communes réitère, par ailleurs, ses revendications et appelle «au respect des libertés syndicales et le droit à la grève, la réintégration des syndicalistes et travailleurs licenciés ou suspendus, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs, la révision du statut particulier des corps communs, des ouvriers professionnels, des conducteurs et des gardiens, l'intégration en priorité de tous les contractuels et vacataires en poste, l'abrogation de l'article 87 bis et le maintien du régime de retraite sans condition».

Selon cette fédération, «les travailleurs ont, une fois encore, et ce, malgré toutes les formes de pression et d'intimi-



Les travailleurs dénoncent le silence des pouvoirs publics.

dation, démontré leur inébranlable détermination à faire aboutir leurs revendications, en répondant massivement au mot d'ordre de grève dans l'ensemble des wilayas du pays». La «FNSC prend acte de la réaction des pouvoirs

publics concernant la signature des décrets portant statut particulier et régime indemnitaire, et en attendant de voir leur publication officielle, elle a décidé de reporter à une date ultérieure le rassemblement prévu le 26 septembre 2011 à

Alger», lit-on dans le communiqué rendu public en 2011. Or, quelques mois après, cette fédération n'a rien vu venir d'où son appel lancé en direction de toutes les autres structures syndicales tout en informant l'opinion publique de ses revendications autour desquelles s'articulent ses actions.

Il s'agit «du respect des libertés syndicales et du droit à la grève, la réintégration de tous les syndicalistes licenciés arbitrairement, l'augmentation des salaires en harmonie avec le coût de la vie, la promulgation du statut particulier des travailleurs communaux et du régime indemnitaire, l'intégration de tous les vacataires et contractuels et ceux exerçant dans le cadre du filet social et du pré-emploi, la révision des statuts particuliers des corps communs, des OP, des conducteurs et gardiens, l'abrogation de l'article 87 bis et le maintien du régime de départ à la retraite sans condition d'âge».

A. B.

### Rassemblement aujourd'hui des souscripteurs au programme AADL à Saïd Hamdine

Après environ deux mois de répit, les «souscripteurs au programme AADL en 2001 à Alger et dont les demandes n'ont pas été honorées» renouent avec la protestation. «Le choix de la date de la reprise de la contestation n'est pas fortuit, et ce, pour ne pas donner l'occasion aux gestionnaires du dossier AADL d'accuser le mouvement de faire de la politique», souligne-t-on dans un communiqué diffusé hier. Ils tiennent ainsi un rassemblement, aujourd'hui à 10 h devant le siège de l'agence AADL de Saïd Hamdine. Dans ledit communiqué, les contestataires rappellent les engagements du président de la République d'assurer aux Algériens des logements et une distribution équitable.

De même qu'ils insistent sur le fait que les 25 400 bénéficiaires des logements de type AADL (en location-vente) à Alger, ne répondaient pas tous aux critères définis par la loi et que leur attribution s'est opérée au détriment des vrais ayants droit.

R. N.

### COMMUNIQUÉ

#### Djezzy inaugure le cycle de rencontres entre son management et ses employés

La direction de Djezzy, qui a mis les ressources humaines au cœur de toutes ses stratégies de consolidation du marché, accorde une attention particulière au bien-être des employés à qui elle offre le meilleur cadre de travail possible.

C'est dans cette optique, fidèle à la tradition qui fait maintenant partie de la culture de l'entreprise, que la direction de Djezzy a inauguré le cycle des rencontres-débats de proximité entre les employés et leurs directions respectives par le secteur de l'administration.

De ce fait, ces rencontres sont l'occasion pour l'ensemble des employés et du management de Djezzy de se retrouver dans un cadre convivial au Club Djezzy pour débattre de différents thèmes se rapportant aux questions professionnelles et aux objectifs de l'entreprise. Ces rendez-vous, qui s'inscrivent dans un cadre de dialogue et de concertation visent principalement à mobiliser le capital humain autour des objectifs de l'entreprise, à maintenir une communication interactive et permanente entre les employés et le management, à consolider et à renforcer le sentiment d'appartenance à l'entreprise ainsi qu'à promouvoir l'esprit d'équipe et de performance parmi tous les collaborateurs.

Ces journées permettent aux cadres supérieurs et aux employés de mieux se connaître et, partant de là, de concrétiser sur le terrain les valeurs de l'entreprise : dialogue, convivialité, transparence et dynamisme.

### BOUIRA

## Les habitants d'Ouled Bellil bloquent la RN5 et l'autoroute

**Hier, tôt dans la matinée, des dizaines de jeunes issus du quartier Ouled Bellil, situé dans la périphérie sud de la ville de Bouira, ont procédé à la fermeture de la RN5 et de l'autoroute, à l'aide de pierres, de troncs d'arbres et de pneus auxquels ils ont mis le feu, créant un blocage de la circulation et des files d'attente, tant le long de la RN5 à l'entrée sud de Bouira que sur l'autoroute, dans le sens Alger-Constantine, sur plusieurs kilomètres.**

Pendant plus de trois heures, les gendarmes, dont un barrage fixe est situé à quelques dizaines de mètres des lieux, avaient beau essayer de ramener les jeunes à la raison pour libérer la circulation, mais rien n'y fit.

Finalement, un escadron de la gendarmerie est intervenu aux environs de midi et les jeunes émeutiers ont été chassés des lieux, ce qui a

permis aux gendarmes de dégager les voies de circulation.

Lors de notre déplacement sur les lieux, aux environs de midi, les jeunes, qui guettaient la moindre occasion pour revenir à la charge, nous informent que leur action se veut un ultime cri de détresse de ce quartier trop marginalisé par les autorités communales. Selon eux, le

quartier souffre de l'état délabré des routes endommagées par les camions d'un entrepreneur qui transportent depuis le village du remblai, du manque d'éclairage public, ce qui rend le quartier infréquentable dès la nuit tombée, de l'assainissement et de l'eau pour certaines maisons.

Alors que les gendarmes de l'escadron étaient toujours sur place sur le pont de l'autoroute qui fait face au quartier, les jeunes que nous avons rencontrés nous disent que ces actions seront multipliées dans les prochains jours, et ce, jusqu'à ce que les autorités daignent prendre au sérieux leurs doléances.

Y. Y.

### JEAN-PIERRE ELKABBACH À PROPOS DE LA QUESTION DE LA REPENTANCE :

## «C'est un problème de politique intérieure algérienne»

**Voilà un avis qui ne manquera pas de titiller quelques fibres nationalistes. Jean-Pierre Elkabbach, journaliste et auteur français natif d'Algérie, a affirmé, hier, lors d'un débat public à l'Institut français d'Alger, que «le problème de la repentance est un problème de politique intérieure algérienne».**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Venu partager son long et riche parcours de journaliste, Jean-Pierre Elkabbach s'est vite retrouvé à dissenter sur de nombreuses questions, notamment celle qui alimente, ici en Algérie, comme en France d'ailleurs, des pas-

sions parfois exacerbées. Immanquablement, le journaliste français est amené à se prononcer sur la repentance que des segments politiques algériens n'ont de cesse de réclamer de la France pour ses crimes coloniaux en Algérie. Elkabbach, qui ne peut être pris pour un nostalgique de l'Algérie française, pense que «la repentance est un problème de politique intérieure de l'Algérie», «une revendication ressassée par certains parce qu'elle les fait vivre politiquement». L'ancien président de France Télévisions et d'Europe 1 qui, aujourd'hui, anime principalement l'émission littéraire Bibliothèque Médicis sur la chaîne Public Sénat, a considéré aussi que la France prend ses distances avec le colonialisme. Pour lui, il appartient aux historiens d'interroger l'histoire.

«Il n'y a pas de vérité politique, comme il n'y a pas de vérité officielle. La vérité appartient aux historiens.»

S'il croit à une relation algéro-française nécessairement réchauffée avec l'avènement du socialiste François Hollande à l'Elysée, il y émet la condition de ce que l'Algérie, pour sa part, s'ouvre aux autres. «Il appartient aussi à l'Algérie de s'ouvrir un peu aux autres et de ne pas regarder l'autre avec suspicion.»

Interrogé, par ailleurs, sur comment la presse française voit l'avenir réconcilié de la France avec l'Algérie, Elkabbach a rétorqué que «la presse française est indifférente à ce qui se passe au Maghreb et qu'elle «est indifférente à la politique étrangère».

S. A. I.